

La coupure d'Internet, une première par son ampleur

La coupure du réseau Internet destinée à désorganiser l'opposition anti-Moubarak, est une première par son ampleur. « Selon nos informations, environ 88 % du réseau n'est plus disponible en Égypte, c'est une première dans l'histoire d'Internet », a expliqué un expert sécurité pour Trend Micro, troisième éditeur mondial de solutions de sécurité. Quelque 23 millions d'Égyptiens disposent d'un accès, régulier ou occasionnel à Internet, soit près du quart de la population, selon les chiffres officiels. Outre le web, les réseaux de téléphonie mobile sont également perturbés pour empêcher les échanges de SMS. « En vingt-quatre heures, on a perdu 97 % du trafic internet égyptien », résume Julien Coulon, cofondateur de la société française Cedexis, une sorte d'« aiguilleur du net » qui réoriente les demandes de recherche vers les meilleurs fournisseurs d'accès internationaux en fonction du trafic en temps réel. C'est la première coupure Internet « autoritaire » d'une ampleur aussi importante, s'accordent à dire les experts, car les ruptures d'accès précédentes, en Birmanie en 2007 ou en Iran en 2009 lors de protestations populaires, n'avaient été que temporaires ou très ciblées. Pression sur les opérateurs L'Égypte - comme la Tunisie - fait partie de la liste des

treize pays classés « ennemis d'Internet » par Reporters sans Frontières (RSF). « Mais jusqu' à présent, les autorités égyptiennes ne procédaient pas du tout à un filtrage systématique, il y avait plutôt un contrôle des activités sur Internet », explique Soazig Dollet, responsable Moyen-Orient-Afrique du Nord pour RSF. « Contrairement à d'autres pays comme la Tunisie, le gouvernement égyptien ne peut pas appuyer sur un bouton pour tout couper. Mais là, il y a eu sans aucun doute pression sur les opérateurs. Et ces opérateurs aujourd'hui ne répondent plus au téléphone pour donner des explications », souligne-t-elle. « Suite à ce qu'il s'est passé en Tunisie, on comprend bien qu'Internet est un outil de démocratie, et donc qu'un gouvernement qui se sentirait déstabilisé puisse considérer de faire pression sur les opérateurs pour couper Internet », renchérit Jérémie Zimmermann, porte-parole de l'organisation citoyenne La Quadrature du net. « À partir du moment où le gouvernement a la main sur les opérateurs pour filtrer, on peut considérer que c'est beaucoup plus facile pour lui d'ordonner une coupure totale », explique-t-il. L'Égypte compte quatre principaux fournisseurs d'accès au Web dont la

licence est délivrée par l'autorité de régulation des télécommunications égyptienne : Link Egypt, Vodafone/Raya, Telecom Egypt, et Etisalat Misr. PHOTO AFP